

CONSEIL  
DE TUTELLEDistr.  
LIMITEET/COM.5/L.75  
2 décembre 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE LA SECTION DE YAOUNDE DE L'UNION DEMOCRATIQUE DE  
FEMMES CAMEROUNAISES CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION  
FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du  
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

UNION DEMOCRATIQUE DE FEMMES CAMEROUNAISES  
- SECTION DU NYONG ET SANAGA -

La Section de Yaoundé de l'Union Démocratique de Femmes Camerounaises

A Monsieur l'Administrateur Maire de la Commune Mixte de Yaoundé

Monsieur,

Nous avons l'honneur de venir auprès de votre haute bienveillance attirer votre  
attention sur les faits suivants :

Depuis quelques temps, les femmes qui vendent des produits vivriers sur les  
places de marché de la ville de Yaoundé, sont victimes très constamment, de  
mesures vexatoires qui, si elles continuaient, risqueraient de troubles très  
profondément l'ordre public. En effet, nous sommes étonnées que les femmes qui  
viennent au marché vendre des simples légumes, beignets, etc, se voient  
contraintes à payer un tiquet de marché comme si elles faisaient ce que l'on  
appelle dans les milieux du négoce, affaires.

Vous convenez avec nous, Monsieur l'Administrateur, que c'est illogique que  
des femmes qui, assises à même le sol, en plein air, exposées à toutes les  
intempéries, se voient soumises comme les hommes, à payer les tickets de marché.  
Le pire est que, par temps de pluie comme sous la poussière de la saison sèche,  
les denrées alimentaires que nous vendons pour la consommation, sont souvent  
détruites par une police arrogante et sans égards, voir même sont confisqués et  
destinés aux prisonniers et voir même aux policiers.

Lors de l'audience que nous avait accordée Monsieur Le-Coz, celui-ci avait  
trouvé illogique que l'on demande aux femmes qui vendent de la nourriture un  
certain impôt sous que forme que ce soit.

C'est pourquoi Monsieur le Maire, les femmes sont venues vous demander de bien vouloir faire en sorte que ces mesures d'exploitation disparaissent dans la ville de Yaoundé.

N'est-il pas en effet curieux de voir que ce qui a disparu dans d'autres villes (Douala, Edéa etc...) soit porté à son point culminant dans la capitale camerounaise ?

C'est pour tout cela que, Monsieur l'Administrateur Maire, nous venons très respectueusement vous demander d'intervenir ou de faire en sorte que les femmes ne soient plus objet à des vexations et brimades en pleine ville de Yaoundé comme en tant de l'Indigénat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Fait à Yaoundé le 25 Octobre 1954

Pour l'Union Démocratique des Femmes Camerounaises

Madame Mandeng B.P. 482 Yaoundé

(signé) Manden